



Fenêtre sur le monde n°22



« Aujourd'hui, j'ai remis du rouge à lèvres ! ». La joie légitime de cette New-yorkaise qui retrouve, par ce geste simple et quotidien, la vie perdue depuis plus d'un an dans les limbes pandémiques ne masque pas le fait que le mythe d'une pandémie-magicienne qui nous rendrait tous égaux est définitivement caduc. Au gré des foyers qui s'allument, s'éteignent et se rallument, la carte du monde devient le terrain des inégalités et injustices exacerbées par l'abondance ou le manque de vaccins. Comment y remédier ? « Donnons », disent ceux qui détiennent les clés des coffres aux trésors, et leurs alliés puissants. Mais le don, même désintéressé et généreux, ne mène pas à l'émancipation ; pis, il engendre une dépendance. Plus que de dons, il faut les clés. Or la capacité du capitalisme à rebondir après chaque crise est réelle. Des effluves bruns inquiétants tentent de polluer l'entre-deux incertain où le futur post-pandémique tarde à émerger. Mais tout n'est pas que noirceur et tristesse. Malmenés par les confinements, nous avons acquis de la maturité. Nous n'étions pas navigateurs. Quand les rats ont quitté le navire, nous avons saisi la barre et traversé la tempête. Plus question de la lâcher !

Justice vaccinale, espoir mondial

Union européenne (UE)

Les « valeurs » de l'Europe à l'épreuve de Big Pharma

Il aura fallu deux votes pour que le Parlement européen réussisse enfin à prendre une décision soutenant la levée des brevets demandée à l'OMC par l'Afrique du Sud et l'Inde, et maintenant soutenue (au moins en paroles) même par les États-Unis. 355 voix pour, 263 contre et 71 abstentions ont rendu possible la résolution qui, même si elle distingue clairement « levée des brevets » en général et « levée temporaire » pour les besoins de la pandémie, est quand même une avancée dans un paysage européen qui ne brille pas par sa générosité envers le reste du monde.

Le hic est que la Commission peut passer outre et que c'est elle qui « représente » la voix de l'Europe à l'OMC dont le énième round de négociations a commencé les 8 et 9 juin.

Le Parlement a beau demander à l'UE « d'éliminer rapidement les barrières à l'export et de remplacer son mécanisme d'autorisation des exportations par une demande de transparence des exportations », aucune action n'a été entreprise dans ce sens. Il a beau demander que l'UE « soutienne la fabrication [des vaccins] en Afrique », ce n'est toujours pas le cas. Enfin, pour l'avenir, le Parlement demande la transparence totale sur les contrats passés avec les fournisseurs des vaccins de nouvelle génération. Mais c'est un peu un vœu pieux, car le mot « transparence » ne fait pas vraiment partie du langage courant de la Commission.

Thomas Lemahieu, notre très alerte « vigie » vaccins, écrit dans *l'Humanité* du 7.06.2021 trouve que l'UE « risque de finir seule dans le camp des adversaires de toute levée des brevets pharmaceutiques durant la pandémie » et explique en détail la feuille de route de la Commission pour la réunion de l'OMC. Plusieurs arguments sont en phase avec ceux de Big Pharma, ce qui n'est pas étonnant vu le comportement passé de la Commission, mais semble un peu hors sol après le changement des États-Unis.

Selon la Commission, il ne faut aucun changement au cadre actuel de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie : il faut juste faciliter les exportations (certes, ce serait une bonne chose), donner le surplus des doses aux pays qui n'en ont pas (certes, mais la charité ne doit pas remplacer la justice et l'équité) et mettre en place un mécanisme qui permettrait aux États de s'approvisionner en cas d'échec de leurs négociations avec les multinationales (les licences obligatoires, pourquoi pas, mais ce ne sont pas une mesure globale, elles s'appliquent au cas par cas).

Si l'UE prône toujours un « partage volontaire » du savoir-faire et des technologies de la part de Big Pharma, un représentant de l'ONG britannique *Global Justice*, cité par Thomas Lemahieu, montre l'absurdité d'une telle demande : « quel est le plan de partage ? Juste, on demande gentiment ? ».

Ce qui est aussi dénoncé par Thomas Lemahieu, basé sur les experts du *Corporate Europe Observatory*, l'observatoire des pratiques des multinationales en Europe, c'est la méthode d'élaboration de la ligne de l'UE : une décision prise dans les bureaux, par des hauts fonctionnaires, sans débat, déconnectée même du Parlement. Sans surprise, les représentants des entreprises ont été reçus plusieurs fois par le vice-président chargé du commerce, ce qui n'a pas été le cas des ONG.

La « stratégie industrielle allemande » a beaucoup compté lorsque cette ligne de l'UE à l'OMC a été déterminée : l'Allemagne ne veut pas « mécontenter » son champion BioNtech, partenaire de Pfizer, qu'elle a toujours bien soutenu et qui s'apprête à « se positionner » sur le très lucratif « marché » de l'ARN messenger, technologie de base de son vaccin.

S'il est naturel, dans une UE disloquée du « chacun pour soi », qu'un État promeuve sa propre industrie au détriment des autres (on vit sous le régime de la « concurrence libre et non faussée », qui est en fait très « faussée »...), vu l'enjeu sanitaire cela devient non seulement indécent moralement, mais surtout contraire aux prétendues « valeurs » européennes d'inclusion et de partage, les transformant en exclusion, individualisme et un peu de charité en guise de sel et de poivre.

La mobilisation citoyenne ne doit absolument pas faiblir : « pas de profit sur la pandémie », l'initiative citoyenne européenne, a son pendant international, la campagne de l'alliance *The People's Vaccine*. Sur le site de cette dernière, on a même un compteur indiquant le nombre de soutiens dans le monde qui ont rejoint la campagne : « nous voulons un vaccin pour les peuples, non un vaccin pour le profit » !

#PeoplesVaccine!

<https://peoplesvaccine.org/take-action/>

Lire la résolution du Parlement européen sur son site : « Pour une levée temporaire des brevets des vaccins anti-COVID » :

<https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20210604IPR05514/parliament-calls-for-temporary-covid-19-vaccine-patent-waiver>

L'article de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* :

<https://www.humanite.fr/vaccins-sans-debat-sur-les-brevets-bruxelles-senferre-709774>



Un continent coupé en deux : vaccination en Amérique du nord et du sud

Le *NYTimes* du 2.06.2021 s'interroge sur le « retour à la normale » qui semble être bien en route aux États-Unis, mais laisse leurs voisins du sud dans une profonde détresse. Peu d'endroits ont aujourd'hui une telle explosion de cas de COVID19 comme ceux de l'Amérique du sud, où, selon les données de l'Université Johns Hopkins, on constate le taux d'infections le plus élevé au monde.

En Colombie, qui a connu récemment une explosion sans précédent de colère sociale et de mobilisations de la population, le taux d'infection a été de 10 sur 100.000 pendant la première semaine de juin. Les Colombiens se sont levés contre la pauvreté qui les frappe encore plus durement à cause de la pandémie, mais aussi contre l'augmentation des taxes et les exactions des paramilitaires qui continuent malgré le « processus de paix » de 2016 qui n'a jamais été la tasse de thé du président autoritaire Iván Duque.

La police colombienne, formée pour « faire la guerre » aux groupes de guérilleros qui ont maintenant rendu les armes, a réprimé les manifestations dans le sang. Mais ce ne sont pas les manifestations d'un peuple excédé qui ont propagé la COVID19.

Les semaines meurtrières se succèdent depuis mai en Colombie, Paraguay, Uruguay, Argentine et bien sûr Brésil (ce dernier pays n'a pas de chance, avec le Bolsonavirus à sa tête). C'est maintenant qu'apparaît cruellement la division du continent entre ceux qui ont le vaccin et ceux qui ne l'ont pas et enragent : « le vaccin vient bien trop tard », si jamais il vient, si jamais les États-Unis tiennent leurs promesses de dons, disent les familles qui ont perdu leurs proches.

Quelles mesures en attendant les doses ? Peu, et peu efficaces. La maire de Bogotá a levé les mesures de confinement le 8 juin, arguant que c'était intenable compte tenu du taux de pauvreté (qui frappe plus durement les femmes et les jeunes), de la déscolarisation des enfants, et du chômage. En Colombie comme dans la plupart des pays dits « en développement », les travailleurs ne bénéficient pas de protection ou compensations si le confinement les empêche d'aller au travail. Résultat, ils y vont même malades, et propagent la contamination.

Cette quadrature du cercle pour les autorités pourrait être facilement résolue grâce à une livraison rapide des doses de vaccins nécessaires : 60% des personnes vaccinées aux États-Unis, 27% en Amérique du sud. Si on partageait ?

En mars, l'administration Biden a promis d'envoyer 2,5 millions de doses au Mexique, qui ont été effectivement livrées en avril. Mais un mois et demi plus tard, le secrétaire d'État Anthony Blinken, interrogé lors d'un voyage au Costa Rica sur les plans de distribution des vaccins de son gouvernement, n'a pas

TAKE ACTION FOR A PEOPLE'S VACCINE

Our best chance of ending this pandemic is to ensure that everyone, everywhere has access to COVID-19 vaccines, tests and treatments. But pharmaceutical monopolies could leave countries in the global south waiting up to 2023 for widespread vaccination. This threatens everyone as no-one is safe until everyone is safe.

2,734,781

people around the world have taken action to demand a #PeoplesVaccine!

Join the Action

donné de précisions ni en doses, ni en délai. Les États-Unis se sont quand même engagés à financer COVAX et récemment prononcés pour une levée temporaire des brevets. Mais comme les discussions à l'OMC sont en cours et comme le récent G7 n'a pas pris de décision dans ce sens, cela risque d'être long, si jamais la proposition de l'Afrique du Sud et de l'Inde aboutit.

Selon les chercheurs de l'Université Duke, il faut 11 milliards de doses pour vacciner 70% de la population mondiale, mais aujourd'hui seulement une fraction de ces doses a été produite. Claire Standley, chercheuse au *Centre for Global Health Science and Security* de l'Université Georgetown, spécialisée dans l'étude des systèmes de santé dans le monde et le contrôle des maladies infectieuses, dénonce le fait « consternant » de la vaccination inéquitable : une poignée de pays riches dominant les accords d'approvisionnement et reçoivent les doses. On promet beaucoup aux autres pays, mais on ne leur envoie pas les doses promises.

Un autre collègue, Matthew Richmond, sociologue au LACC (*Latin America and Caribbean Centre*) de la *London School of Economics*, explique que des pays comme ceux de l'Amérique du sud où l'investissement public en santé est faible en particulier dans les contrées rurales, ont risqué la ruine totale de leurs systèmes de santé à cause de la COVID. Leur premier souci a donc été de préserver ce qui était possible, et de veiller aussi à ce que leurs sociétés n'exploient pas complètement. Maintenant, pour que les vaccins tant attendus arrivent jusqu'à eux, il faut augmenter la production mondiale. Cela nous ramène inévitablement à la question des brevets, du partage des technologies et du savoir-faire.

« La dévastation en cours causée par la COVID19 dans le Sud global devrait motiver suffisamment les pays riches à mettre en place une campagne de vaccination rapide et pas chère », dit Matthew Richmond. Et s'ils ne le font pas, ce qui semble être le cas, au moins jusqu'à maintenant ? « Ils seraient bien éclairés par leur propre intérêt qui les conduirait à la même conclusion ». Matthew Richmond semble optimiste ou pragmatique, selon le point de vue. Or « l'intérêt » ne semble pour l'instant pas « éclairer » autant que l'éclat des énormes sommes d'argent qui sont en jeu et débordent des poches des actionnaires des compagnies de Big Pharma.

La vie des Colombiens, des Argentins, des Uruguayens et des autres n'a pourtant pas de prix.

<https://www.nytimes.com/2021/06/02/world/americas/virus-surges-vaccines.html?action=click&module=RelatedLinks&pgtype=Article>

Si vous voulez mieux connaître les deux collègues cités dans l'article du *NYTimes* :

Claire Standley travaille sur la santé publique globale, et a travaillé avant au Département d'État dans des programmes de coopération avec le Moyen Orient, l'Afrique sub-saharienne et la région du Mékong :

<https://ghss.georgetown.edu/people/standley/>

Matthew Richmond est un spécialiste du développement urbain et de la gentrification surtout au Brésil ; il étudie actuellement la ville de Sao Paolo :

<https://www.lse.ac.uk/lacc/people/matthew-richmond>

Les Africains écrivent à leurs « amis » à propos du vaccin

L'ONG africaine *African Alliance*, qui travaille sur le droit à la santé dans plusieurs pays du continent africain, publie sur son site et son compte Twitter le 11.06.2021 une lettre ouverte signée par 140 personnalités très diverses, adressée « au président Macron, à la chancelière Merkel, au premier ministre Draghi et au premier ministre Johnson » à l'occasion du G7 qui s'est tenu en Cornouaille.

La lettre s'adresse à ces dirigeants qui se disent « amis de l'Afrique » pour les mettre devant leurs responsabilités, afin d'accélérer l'accès aux vaccins anti-COVID19 sur le continent africain. Elle com-

mence par le constat d'*Amnesty International*, que les médias occidentaux ont occulté pendant qu'ils abreuyaient le public d'informations sur la réunion du G7 : « le comté anglais de Cornouaille, où se tient le sommet, a administré plus de vaccins que 22 pays africains ensemble ».

Les pays des signataires et des destinataires sont liés par des liens colonialistes anciens ; mais récemment des pays colonisateurs (comme l'Allemagne) ont présenté des excuses aux descendants des colonisés. Les liens du présent sont d'une autre nature, puisqu'ils sont censés relier les ex-colonisateurs et ex-colonisés dans un effort commun pour faire face aux effets sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie.

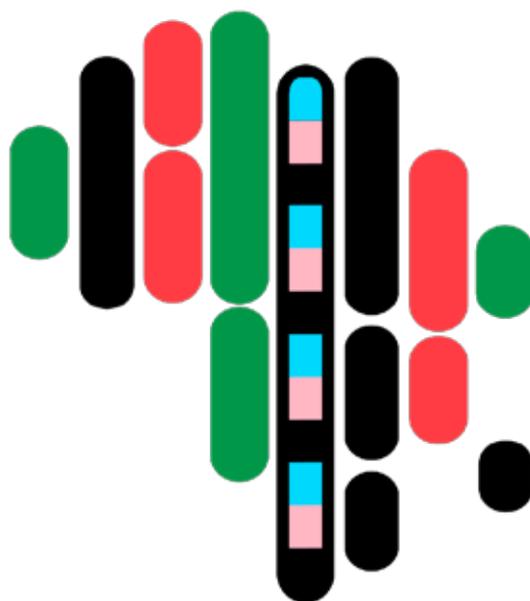
C'est là où les Africains constatent avec amertume l'inégalité dont ils sont victimes : « pendant que l'Europe émerge dans un été lumineux grâce aux campagnes de vaccination, les pays africains s'angoissent, sachant que le pire de la pandémie est peut-être devant eux et qu'il n'y a pas d'approvisionnement substantiel en vaccins à l'horizon ».

Passer du nationalisme vaccinal à la justice vaccinale sauvera des centaines de milliers de vies et contribuera à mettre un terme à la crise tant en Afrique qu'en Europe.

Les Africains rappellent comment on en est arrivé au vaccin, grâce aux investissements publics (l'argent du contribuable européen) et à l'effort sans précédent des scientifiques, dont des scientifiques africains. Mais les pays de ces scientifiques n'ont pas eu leur juste retour : seulement 33 millions de vaccins pour 1,3 milliard d'Africains, tandis qu'en Europe 189 millions de vaccins ont déjà été administrés.

Certes, les pays du G7 ont décidé (dans leur grande magnificence) de faire des dons importants à COVAX. Les Africains, même s'ils ont quelques doutes sur COVAX qui fonctionne sur un modèle paternaliste rappelant le colonialisme, sont ravis de ces dons, mais conscients qu'ils ne résolvent pas le problème. La solution efficace serait d'élargir la production. Mais pour produire, il faut lever les brevets. C'est pourquoi les Africains appellent les dirigeants européens à imiter les États-Unis, qui se sont prononcés récemment pour cette mesure afin d'accroître la production dans plusieurs pays du monde (cf. *Fenêtre* n°21).

On a beaucoup entendu et lu dans les médias (en France et ailleurs en Europe) que la levée des brevets ne sert à rien et que l'important c'est le savoir-faire et la technologie qui va avec. Les Africains le savent : « une fois les brevets levés, des fabricants, y compris dans nos pays, pourront utiliser la technologie et le savoir-faire pour commencer à travailler à la production des vaccins pour le monde entier ».



Les signataires de la lettre réfutent l'idée qu'il n'existe pas dans les pays du sud et en particulier en Afrique des capacités de production. Cette attitude condescendante caractérise les personnes bien-pensantes qui veulent toujours cataloguer certains pays comme étant « sous-développés ». L'Afrique d'aujourd'hui, même si plusieurs de ses pays sont pauvres, est un continent jeune, ouvert au monde, à l'information, qui a soif d'apprendre et accorde une importance particulière à l'éducation et à la science. On ne peut plus se comporter envers les Africains comme s'ils étaient des ignorants : « ce qui a marché au siècle dernier n'est plus tolérable ».

Les efforts de Nelson Mandela qui ont conduit à des programmes anti-SIDA parmi les plus réussis du monde sont rappelés en exemple : l'histoire se répète et les Africains veulent en faire partie, ne plus rester immobiles et subir. En 2001, on leur avait aussi dit qu'ils seraient incapables de produire des médicaments contre le SIDA, mais ils l'ont fait ; en 2021, on leur dit qu'ils seraient incapables de produire des vaccins et qu'ils ne pourront jamais convaincre leurs populations, trop « hésitantes » face à la nouveauté. Hier comme aujourd'hui, les Africains se disent tout à fait capables à relever le défi. Ils citent le directeur général de l'OMS : « l'équité vaccinale est le défi de notre époque. Et nous sommes en train d'échouer ».

Les « amis de l'Afrique » doivent rejoindre leurs amis les Africains pour « se tenir du bon côté de l'histoire » qui avance. Dépasser le constat d'échec.

Parmi les signataires on retrouve naturellement beaucoup de responsables d'organisations humanitaires, mais aussi des enseignants (y compris syndicalistes), des militants d'ONG éducatives, des chercheurs et des universitaires, des féministes, des défenseurs des enfants, des militants anti-SIDA et quelques parlementaires. Ces personnalités proviennent des pays suivants : Cameroun, République centrafricaine, Égypte, Eswatini, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigéria, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

Les signataires terminent la lettre avec l'espoir d'être lus et entendus. Le devoir humanitaire ne doit pas remplacer la justice et l'équité. Un « retour à la normale » qui exclut la majorité des humains est injuste et inhumain.

<https://africanalliance.medium.com/an-open-letter-to-president-macron-chancellor-merkel-prime-minister-draghi-and-prime-minister-a8dc0ace0919>

Afrique du Sud/France : un peu d'humour ne fait pas de mal !

Les activistes sud-africains membres de l'*African Alliance* ont mis en ligne fin mai cette vision pleine d'humour mais tellement réaliste du président français en girouette : « président Macron, arrêtez d'aller là où le vent tourne ! ». Ils ne savent peut-être pas que l'expression favorite d'Emmanuel Macron est « en même temps », ce qui pourrait expliquer son changement de discours entre le 6 et le 7 mai. La France n'a joué aucun rôle positif ni dans l'UE, ni au G7. Elle s'est contentée de suivre ses riches et puissants « partenaires ». Dire que ce n'est même pas pour défendre son industrie pharmaceutique nationale, car Sanofi a encore fermé un de ses sites à Strasbourg et n'a toujours pas de vaccin...

Merci à Thomas Lemahieu de *l'Humanité*, qui a diffusé sur son fil Twitter cette caricature si parlante.

Le G7 : un sommet pour si peu... ou pour rien

Les « amis » des Africains, interpellés dans la lettre ouverte ci-dessus, n'ont pas du tout entendu. Le G7, ce sommet (informel et pourtant d'importance capitale) des 7 pays les plus riches et « développés » du monde (Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, États-Unis), qui s'est tenu en Cornouaille du 11 au 13 juin, n'a pris aucune décision significative qui permettrait de remplir l'objectif de « vacciner le monde entier » jusqu'à la fin de 2022, formulé la veille de l'ouverture par le premier ministre britannique Boris Johnson.

Sur le fil Twitter de *The People's Vaccine* on en trouve le résumé en trois lignes : 1) concernant l'allègement de la dette et le financement du développement : trop peu, trop tard ; 2) des vaccins pour les pays pauvres : une goutte dans l'océan ; 3) changement climatique : lancer un programme visant à mettre en place un programme.

Certes, c'est schématique, caricatural même, mais c'est ce qui est sorti d'un sommet dont beaucoup de pays attendaient des avancées.

Que pourrait-on attendre de ces grands pays capitalistes ? Rien, diront certains. Cependant, à ce moment critique où la pandémie recule dans plusieurs de ces pays, tandis qu'elle sévit et tue encore des millions de personnes dans le monde et risque de continuer en pire à cause des variants présents ou à venir, il ne serait pas complètement naïf d'attendre plus que cette « goutte d'eau dans l'océan ».

Si la conclusion qu'en tire Oxfam, à savoir que ce sommet « était une faillite colossale » ne surprend pas de la part d'une ONG qui lutte pour la justice vaccinale mondiale et contre les inégalités, la tribune très sévère de l'ancien premier ministre britannique Gordon Brown dans le *Guardian* du 14.06.2021 est un signe que cette appréciation est partagée au delà de la sphère militante.

Gordon Brown pense que « l'histoire jugera avec dureté la faillite du monde riche » qui a raté cette « occasion en or » d'éviter la prolifération des morts dans le monde. L'aperçu historique des sommets manqués, à commencer par le sommet d'Evian entre les États-Unis et l'Europe, qui, en 1938, ont tourné le dos au nazisme montant, montre l'étendue de la « faillite » actuelle.

Gordon Brown est un conservateur qui n'a pas d'accointances avec des organisations militantes. Mais il a de l'expertise et du recul, maintenant qu'il ne participe pas activement à la vie politique. Il a aussi des données, exactement les mêmes qu'on trouve chez Oxfam, *The People's Vaccine*, l'Unicef etc. : il faut au moins 11 milliards de doses pour atteindre le niveau de protection acquis dans les pays occidentaux. Le G7 s'est engagé à donner 1 milliard aux pays pauvres. C'est la « goutte d'eau ».



"I am very much in favour of opening up intellectual property. We must obviously make this vaccine a global public good." - President Macron (May 6, 2021)

"What is the current issue? It is not really about intellectual property. Can you give intellectual property to laboratories that do not know how to produce and will not produce tomorrow?" - President Macron (May 7, 2021)

Macron! Make up your mind!
Stop going where the wind blows!
Support the TRIPS Waiver Now!
#PeoplesVaccine

De plus, il faut 33 milliards de dollars pour financer COVAX, tester les vaccins, acheter des équipements de protection et des tests. Au moment où s'est tenu le sommet, les participants ont été incités par la Norvège et l'Afrique du Sud à investir à la hauteur des deux tiers de cette somme. Ce serait « payer leur juste part ».

Or capitalisme et justice sont des antonymes, on le sait. Ce qui était plutôt attendu des grands du G7 n'était donc pas d'accepter « le partage » des charges, mais de réfléchir à la protection *de leur propre population*. Déjà, la Grande-Bretagne est obligée de reporter de 4 semaines la fin de toute mesure restrictive, à cause du variant Delta (dit « indien ») qui s'y propage en grande vitesse. Mais à la place de cette réflexion de bon sens, la Grande-Bretagne a annoncé qu'elle donnerait à l'Afrique d'ici septembre 5 millions de doses, là où il en faudrait 225 millions. Les États-Unis vont aussi donner, plus tard. Gordon Brown s'inquiète : même les soignants africains ne sont pas tous vaccinés et ne le seront pas dans les mois qui viennent. Comment sauver des vies ?

La dernière partie de la tribune de Gordon Brown concerne la levée des brevets et le partage de la technologie, pour décentraliser et accélérer la production. Là aussi, aucune avancée. Le G7 n'a pas voulu faire ce pas significatif qui l'inscrirait dans l'histoire. Les presque 4 millions de morts de la COVID19 dans le monde n'ont pas pesé face aux intérêts capitalistes.

<https://urlz.fr/fUWf>

Un résumé de ce sommet « hors sol » qui n'a accordé que des « bricoles » aux pays les plus pauvres et des paroles creuses à la majorité de la population mondiale dans *Il Manifesto* du 12.06.2021 :

<https://ilmanifesto.it/vaccini-dalla-tavolata-dei-sette-grandi-briciole-ai-paesi-poveri/>



Internationale de l'éducation (IE)

La Commission européenne doit soutenir la levée des brevets des vaccins et dispositifs médicaux anti-COVID

Saluant la résolution du Parlement européen (voir ci-dessus), l'IE interpelle la Commission, rappelant que près de 100 pays soutiennent aujourd'hui la proposition de l'Afrique du Sud et de l'Inde, et que même les États-Unis ont changé de position. En fait, selon l'IE, la position de la Commission est : « tout sauf la levée des brevets ». Elle a même déposé une contre-proposition à l'OMC.

L'IE critique aussi la décision finale du G7, exprimée dans son communiqué qui mentionne seulement la nécessité « d'engager des discussions constructives concernant la propriété intellectuelle » à l'OMC, ce qui est assez vague pour ne mécontenter personne.

David Edwards, le secrétaire général de l'IE, insiste sur la nécessité d'intensifier la mobilisation des syndicats de l'éducation pour exercer toutes les pressions possibles, afin que de plus en plus de pays endossent la proposition de levée des brevets. On trouve l'ensemble de la campagne sur la page dédiée de l'IE : un kit militant complet (qui se trouve sur le site de *Médecins sans frontières*), le lien vers la déclaration de l'IE sur le sujet (cf. *Fenêtre* n°21), un autre vers l'alliance The People's Vaccine, des instructions pour propager les hashtags #TRIPSwaiiver et #PeoplesVaccine sur les réseaux sociaux.

« Les monopoles vaccinaux créent une pénurie artificielle », avertit le tweet de l'IE visant à éduquer le grand public sur l'importance de soutenir la campagne. Ce qu'il convient de faire, c'est de l'éducation populaire. Les syndicats de l'éducation sont les mieux à même pour accomplir cette mission.

<https://www.ei-ie.org/en/item/25027:no-one-is-safe-until-everyone-is-safe>



Argentine

Le personnel des universités publiques de Buenos Aires est le grand oublié de la campagne vaccinale

La CONADU, la *Federación Nacional de Docentes Universitarios*, notre partenaire à l'IE, relaie sur sa page Facebook un article du journal en ligne *El Grito del Sur* publié le 14.06.2021, où il est stipulé que, malgré les recommandations du Conseil fédéral de l'éducation et contrairement à ce qui se passe dans toutes les provinces d'Argentine, le personnel des universités publiques de Buenos Aires ne sera pas inclus dans les catégories prioritaires à la vaccination. Il devra attendre son tour, faisant partie de la « population globale » qui se vaccine par tranches d'âge et au gré de l'arrivée des doses.

On le sait, l'Amérique latine est aujourd'hui l'un des nouveaux théâtres de la pandémie, peut-être « grâce » au Bolsonavirus dont la politique absurde et négationniste a favorisé l'émergence de variants très contagieux. On sait aussi (cf. *Fenêtre* n°17) que les pays latino-américains ont eu maille à partir avec Big Pharma, surtout Pfizer qui leur demandait des garanties exorbitantes pour leur livrer des vaccins. Mais aujourd'hui le rythme de vaccination s'accélère, les doses sont arrivées. C'est pourquoi les autorités fédérales et locales déterminent l'ordre de priorité des personnes à vacciner.

La décision unilatérale des autorités de Buenos Aires d'exclure le personnel des universités publiques des catégories prioritaires pourrait apparaître comme une mesure de justice : car des personnes plus vulnérables doivent se faire vacciner en priorité absolue, leur vie est en danger. Pourquoi la CONADU proteste-t-elle ?

En fait, la demande syndicale n'est pas de « griller » la priorité ou d'éviter de faire la queue comme tout le monde.

Tout d'abord, il faut appliquer la décision fédérale qui concerne tout le personnel de l'éducation, de la maternelle à l'université. Ensuite, il faut traiter à égalité les universités publiques et privées : « c'est lamentable de donner la priorité à l'activité privée, tandis que les travailleurs et les travailleuses, enseignants et non-enseignants, qui risquent leur vie en allant au travail ne peuvent pas se faire vacciner », déclare le secrétaire général de l'APUBA (*Asociación del Personal no décente de la Universidad de Buenos Aires*) Jorge Anró. Enfin, compte tenu des nouvelles règles, plus flexibles, instaurées par le rectorat de Buenos Aires début juin, des activités d'enseignement et surtout de recherche en présentiel recommencent : c'est contradictoire d'autoriser le retour sur site et de ne pas veiller à la protection du personnel.

Les syndicalistes soulignent bien qu'ils ne revendiquent pas un « privilège » mais un traitement juste. Le désir des collègues et des étudiants de recommencer leurs activités en présentiel est très grand, d'autant plus que la fermeture des établissements dure depuis plus d'un an. Les syndicats ont saisi le ministre de la santé, lui remettant une pétition signée de plusieurs centaines de collègues. Buenos Aires n'est pas une île et ne peut pas faire sa propre loi, passant outre les règles fédérales.

Dans l'hémisphère sud, à la mi-juin, c'est la fin du premier semestre d'une année académique chaotique comme la précédente. Les collègues craignent que leur exclusion de la vaccination rende impossible le retour « à la normale » avant 2022. Les syndicats trouvent hypocrite l'attitude des autorités qui, en paroles, défendent l'éducation en présentiel, mais en actes font en sorte qu'elle n'ait pas lieu dans des conditions acceptables. Nous les comprenons et les soutenons.

<https://urlz.fr/fUWS>



**EL GRITO
DEL SUR**

EDUCAR ES COMBATIR

UNIVERSIDAD

Docentes y no-docentes universitarios: los olvidados de la campaña de vacunación de Larreta

Australie

Les universités australiennes sont les victimes collatérales de la pandémie

Le nouveau budget de l'ESR australien est arrivé. Nous avons suivi ce sujet, surtout à travers les mobilisations infatigables de la NTEU (*National Tertiary Education Union*), notre syndicat partenaire à l'IE. Nous avons relaté leurs efforts dans plusieurs de nos numéros (cf. en dernier lieu *Fenêtres* n°16 et n°19). Maintenant, la NTEU relaie sur sa page Facebook un article du journal *The Sydney Morning Herald* paru le 18.05.2021, dont le titre est explicite : « Les universités australiennes sont en train de mourir et personne ne vient à leur secours ».



D'emblée, la vraie raison de cette mort programmée apparaît : « le gouvernement a utilisé la pandémie pour détruire les lieux de discussion critique ; et le management universitaire, dans sa majorité, a suivi ». Le résultat ? Des licenciements massifs, des fermetures de départements ou de formations, des suppressions de cours. Le journal a calculé qu'il n'y a pratiquement pas d'université qui ne fusionne pas ses facultés.

On parle ici de l'université publique où vont la majorité des étudiants, où travaillent la majorité des collègues et où se mène la majorité de la recherche. C'est à dessein qu'elle a été abandonnée. Car l'université privée, une entreprise comme toutes les autres, a eu droit aux mesures d'aide pour faire face aux pertes dues à la pandémie, le fameux système *JobKeeper*, dont le nom rappelle le « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) en France : des noms euphémisants pour indiquer des plans de licenciement et des fermetures d'entreprises. L'université publique australienne n'a même pas eu droit à ça !

À la fin du mois de mai, voilà son budget qui douche définitivement tout espoir : l'université australienne ne sera peut-être jamais sauvée.

Le budget a été réduit de 10% et l'aide à la recherche, accordée l'année dernière pour compenser les dommages des confinements, ne sera pas reconduite. Les étudiants internationaux ne vont pas revenir, au moins pas comme avant la pandémie, ce qui privera les universités de ressources importantes, car le système australien est en grande partie basé sur les frais de scolarité payés par cette « riche clientèle », ce qui a été dénoncé depuis le début de la pandémie (cf. par exemple *Fenêtre* n°7).

Comment font les universités pour choisir qui garder et qui licencier ? Le cas de *Macquarie University*, relaté dans l'article, fait froid au dos : on demande aux collègues « éligibles aux restrictions » de rédiger un document de trois pages pour « se vendre » le mieux possible. Si la « vente » est convaincante, la personne est sauvée. Les résultats de la vente seront annoncés fin juin, et les perdants devront partir avant Noël. Cette université n'en est pas à sa première abomination : elle entretient un « tableau permanent » où elle note son personnel, dressant ainsi les uns contre les autres.

Au terme d'une longue période où les cours se sont tenus en ligne, avec des enseignants et des étudiants malmenés par les outils numériques, les universités ont décidé que l'enseignement et la recherche de qualité « coûtent cher » et que la pandémie pourrait leur servir à faire des économies. Titulaires et précaires (ces derniers sont largement majoritaires parmi le personnel de l'ESR australien) en paient le prix fort.

Et pendant ce temps, l'enseignement privé continue de recevoir des subventions publiques.

<https://urlz.fr/fUXl>

Égypte

Plus de 500 médecins sont morts de la COVID19 : quelle reconnaissance de leur sacrifice ?

Cela nous avait échappé lors de sa publication le 4.05.2021 sur le site d'information *Middle East Eye*, qui nous conduit sur celui de l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne (EIPR, *Egyptian Initiative for Personal Rights*). Mais c'est toujours d'actualité, car le syndicat des médecins égyptiens n'a toujours pas eu de satisfaction à ses justes revendications. Même pas une satisfaction symbolique : le syndicat demandait, avant la réponse concrète, matérielle, que l'État déclare une journée de deuil national en hommage aux médecins (et aux autres soignants) qui sont morts « en défenseurs de nos vies ».

Le ministère de la santé non seulement n'a rien fait, mais a de plus minimisé le nombre des victimes : seulement 115 médecins seraient morts de la COVID19 contractée en service ; le reste des contaminations ont eu lieu « dans la communauté », c'est-à-dire ne sont pas reconnues comme découlant de l'exercice de la profession.

Les revendications concernent d'abord la protection : le gouvernement doit prendre au sérieux les données avancées par le syndicat, et fournir aux soignants la protection adéquate pour éviter qu'on pleure d'autres victimes ; il faut ensuite changer son mode de calcul et reconnaître les morts comme accidents professionnels mortels, de même que les séquelles comme maladie professionnelle ; c'est pourquoi il faut indemniser les victimes et leur famille. La compensation financière doit être proportionnelle au sacrifice et au service rendu au pays.

Certes, il existe un fonds d'indemnisation spécifique mis en place par une loi de 2020, appelé *Medical Professions Risks Compensation Fund*. Mais le comité directeur de ce fonds n'a été réuni qu'une seule fois et n'a pas déterminé avec précision le montant des compensations ou les démarches à faire pour les familles des médecins morts. C'est pourquoi le syndicat pense qu'il faut assimiler ces médecins aux militaires ou policiers morts en exercice : tous courent un risque mortel, tous rendent service à la nation.

Le fonds des militaires et policiers est bien organisé et fonctionne depuis longtemps. Il a l'avantage d'attribuer des pensions aux victimes (en cas de handicap) ou aux familles (des personnes mortes), ce qui n'est pas prévu pour le fonds des médecins.

En février 2020 (même avant les vagues pandémiques, peut-être prémonitoire ?), une députée, Farida Al-Bayadi, a présenté un projet de loi pour inclure les victimes du monde médical au fonds des militaires et policiers. Le syndicat des médecins et l'EIPR l'avaient soutenue. Mais cela n'a pas encore abouti. On dirait que le gouvernement fait exprès de traîner les pieds. La sous-estimation du nombre de victimes pourrait préparer le terrain : même si le Parlement vote cette loi (on n'a aucune information sur la probabilité de le faire), il faut dépenser le moins d'argent possible en compensations.

C'est honteux, car, comme le souligne le syndicat, les médecins avaient déjà des conditions de travail et des salaires très insatisfaisants avant la pandémie. Le système de santé égyptien aurait dû, selon eux, être complètement refondé, afin d'attirer les médecins qui sont partis d'Égypte à la recherche de meilleures opportunités professionnelles. Le pays manque de médecins et de soignants en général. Et malgré cela, ces travailleurs ont été sur le pont pour sauver les patients COVID. Malgré leur dévouement, ils ont été soumis à un harcèlement sécuritaire et administratif quand ils exprimaient leurs inquiétudes ou leurs besoins, ou qu'ils osaient critiquer la gestion gouvernementale de la pandémie.

La vaccination est très lente et le ministère de la santé ne fournit pas de données fiables sur le nombre des soignants vaccinés. Le syndicat estime qu'un petit 10-20% l'a été. D'où le risque élevé de contracter la COVID19, car l'Égypte est en pleine troisième vague.

Le syndicat des médecins n'oublie pas que les autres soignants, et même le personnel technique et administratif des hôpitaux ont fait les mêmes sacrifices et ont droit au même respect de la part de leur ministère de tutelle. Mais comme ses membres sont exclusivement des médecins, il trouve insuffisante l'augmentation de leurs primes professionnelles décidée prétendument pour récompenser leurs efforts pendant la pandémie.

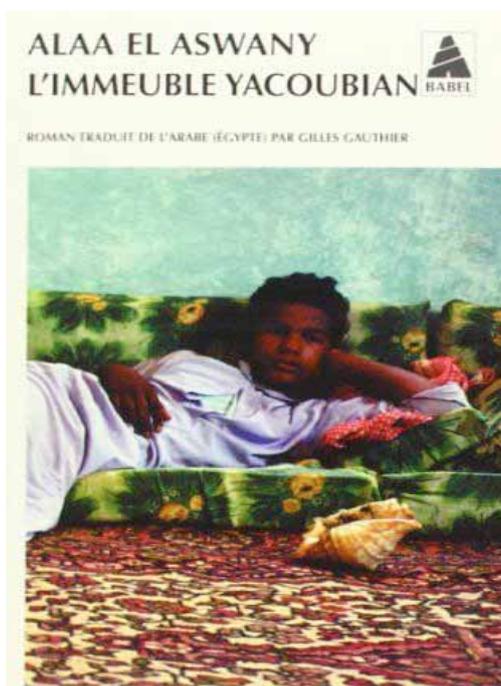
La moyenne pour les médecins des hôpitaux non universitaires (la majorité) s'élève à 350 livres égyptiennes (18,40 € !) et pour ceux des hôpitaux universitaires 875 livres (45,8 €). Même dans un pays où le coût de la vie est bas, ce sont des montants ridicules. Il ne faut pas s'étonner que les médecins partent à l'étranger.

Pour une poignée de livres, on met sa vie en danger et on n'obtient même pas un mot de reconnaissance de la part des autorités.

Le ministère est juge et partie. C'est pourquoi le syndicat et l'EIPR demandent la création d'un comité national indépendant qui doit inclure les représentants syndicaux des professions soignantes, des experts en santé publique et en contrôle des épidémies, ainsi que des représentants de la société civile. Sa mission serait de rechercher et d'établir les causes des décès et des infections parmi le personnel médical. Pour l'accomplir, il doit disposer des bases de données adéquates mises à jour et d'une totale liberté de travail. Un tel comité devra formuler des recommandations auxquelles le ministère de la santé devra se plier.

L'Égypte n'est pas un pays réputé pour son gouvernement démocratique, loin s'en faut. Plusieurs opposants, intellectuels, comme le célèbre écrivain Alaa El-Aswani (dont *L'immeuble Yacoubian* est à lire absolument si ce n'est déjà fait), journalistes ou activistes de la société civile sont persécutés. La pandémie ne changera pas un régime autoritaire. Mais les deux organisations qui protestent aujourd'hui ont un argument qui pourrait faire de l'effet : 500 médecins morts. En faut-il encore ?

<https://eipr.org/en/press/2021/05/corona-victims-exceeded-500-deaths-among-physicians>



États-Unis

San Francisco : la ville dont le prince est l'immunité collective

Matt Charnock, habitant de San Francisco qui publie souvent des articles sur la ville et sa région dans des médias en ligne, nous procure notre dose d'espoir hebdomadaire de début juin. Sur le site d'information *The Bold Italic*, il explique « pourquoi San Francisco pourrait devenir la première ville des États-Unis à atteindre l'immunité collective » et pense que ce n'est pas simplement une histoire de vaccins.

C'est vrai : si l'on regarde le site des deux principaux centres de vaccination, *Moscone Center* et *The City College*, on retrouve la trace de fermetures hebdomadaires par manque de doses en février et mars dernier. Certes, ensuite les choses ont bien changé, et aujourd'hui 69% des habitants de San Francisco ont été entièrement vaccinés. Mais l'histoire de l'immunité collective, ou, au moins, l'espoir que la COVID19 pourrait ne plus être une menace mortelle, n'est pas basée sur les « vaccinodromes ». C'est là où réside son intérêt.

San Francisco a été la première ville à se confiner au tout début de la pandémie, à une époque où l'administration Trump ne voulait pas en entendre parler et s'en prenait aux autorités locales qui voulaient protéger leurs concitoyens. C'était une première « historique ». Les gestes protecteurs ont été promus par la municipalité, mais non de façon paternaliste ou impersonnelle : dans la vie quotidienne, ces gestes et le vocabulaire qui va avec sont devenus des habitudes simples de « courtoisie » et de bonne entente, tant les messages diffusés sur les réseaux sociaux par les responsables locaux parlaient aux gens. Et quand les vaccins sont arrivés, les files d'attente quotidiennes étaient bien fournies.

Or, les programmes de vaccination « conventionnels », avec prise de rendez-vous en ligne et tout le reste, sont faits pour des personnes à l'aise avec le numérique et possédant un moyen de transport. San Francisco n'a pas gagné sa désignation de « modèle de distribution équitable de vaccins » seulement avec de jolis messages d'incitation et une bonne organisation des centres. La ville a un système parmi les plus accessibles et justes du pays grâce à une mobilisation collective à grande échelle, basée sur le principe : « si tu ne vas pas au vaccin, le vaccin ira à toi ! ».

Les transports publics ont été de la partie, offrant des trajets gratuits pour tous, ce qui a permis à des personnes sans voiture ou ne voulant/ne pouvant pas conduire d'atteindre les centres de vaccination. Ensuite, très tôt, un vaste programme de vaccination des sans-abri a été mis en place, avec des volontaires et des équipes municipales.

Le public des sans-abri, près de 8.000 individus, est particulièrement vulnérable, mais aussi particulièrement hésitant et méfiant envers tout ce qui vient des autorités. Certains d'entre eux pensaient que la COVID19 ne les concernait pas, puisqu'ils avaient déjà frôlé la mort plusieurs fois, notamment à cause de la drogue. Le taux de contamination n'était pas élevé parmi ces groupes, ce qui rendait la persuasion encore plus difficile. Mais ce taux s'explique selon certains experts par la plus faible transmission à l'extérieur.

La campagne a aussi visé les personnes âgées ou handicapées qui ne pouvaient pas se déplacer : les volontaires et les services municipaux ont fait du bon travail.

La dernière étape était les quelques 19.000 personnes dans les sortes d'hôtels sociaux, considérées comme prioritaires malgré quelques objections parmi le reste de la population. Ces critiques étaient du même niveau que celles refusant que les prisonniers soient parmi les catégories à risque et donc prioritaires à la vaccination (cf. *Fenêtre* n°18). Bien-pensance ou ignorance des réalités ?

Les équipes ont fait de l'éducation populaire pour vaincre les peurs, mais aussi informer : face à « cette chose bizarre qui vient d'on ne sait où » comme a dit à un journal local un résident d'hôtel social, il faut

un langage adapté et surtout... la carotte : le vaccin est le moyen de retourner à la vie d'avant. Un autre résident d'hôtel social souligne le fait qu'après avoir été « éduqué » par les équipes de santé, il pourrait être « recruté » pour éduquer les personnes de son entourage, devenant ainsi une sorte de personne ressource pour la communauté. Ce serait une fierté.

Ces « recrutements » ont eu lieu, et c'est grâce à ces personnes que les communautés les plus éloignées de la vaccination et des mesures barrières sont devenues moins méfiantes et ont compris le bénéfice de la protection.

Certes, conclut Matt Charnock, le virus continue de circuler et ne disparaîtra pas de sitôt. Mais la mobilisation massive de toute une ville, autorités et population comprises, a porté ses fruits. En attendant l'immunité collective dans cette cité de 874.000 habitants, on peut admirer sa réussite dont les chiffres sont très parlants : le mercredi 9 juin, 8 contaminations ; depuis le début du mois, 5 personnes en soins intensifs. La recette du succès : penser et agir collectivement.

<https://thebolditalic.com/why-san-francisco-could-become-the-first-city-in-america-to-reach-herd-immunity-fe24c7265539>



Galápagos (Équateur)

Que ne ferait-on pas pour le tourisme ?

L'archipel des Galápagos comporte plusieurs îles qui ont été annexées par l'Équateur en 1833 et utilisées un siècle plus tard comme colonie pénitentiaire qui a été définitivement fermée en 1959. C'est là où, en 1835, Charles Darwin a étudié la diversité des espèces, ce qui lui a permis d'élaborer ensuite sa théorie de l'évolution.

Situées au nord-est du Pacifique sud, à un peu plus de mille kilomètres de côtes équatoriennes, elles sont aujourd'hui classées au patrimoine mondial de l'UNESCO en tant que site naturel remarquable (réserve marine et parc national). Cette province vit à 80% du tourisme, on peut donc imaginer combien la pandémie a pesé sur la vie de ses habitants, même ceux dont le métier n'est pas directement lié à l'arrivée des visiteurs.

Le tourisme a aussi été son principal atout pour vacciner rapidement toute sa population. Selon un article dans *La Croix* du 25.05.2021, début mai 99,4% des habitants adultes (un peu plus de 20.000 per-

La situation sanitaire des Galápagos est surveillée de près par la rectrice de la faculté de médecine de l'Université San Francisco de Quito, qui a aidé à organiser la campagne de vaccination et dont les équipes vont étudier l'impact de la pandémie et de la vaccination sur la communauté fermée des îles. Ces chercheurs alertent d'ailleurs que le vaccin n'est pas une panacée et que le désir de revoir les touristes ne doit pas faire oublier aux habitants qu'il faut continuer à se protéger.

Les habitants, eux, sont impatients. Même si pendant toute cette période ils ont changé leurs habitudes et recommencé le bon vieux troc, « du poisson contre de la banane verte, des oranges et des papayes », comme en témoigne un travailleur du tourisme, ils veulent voir des humains, ce qui les changerait des otaries et des pélicans, nombreux aujourd'hui sur le port de pêche.

Le problème du tourisme qui a l'air de reprendre « comme avant », c'est-à-dire dans sa forme la plus nuisible pour l'environnement, les sites historiques et les humains qui habitent ces lieux, surgit aujourd'hui où plusieurs pays croient en avoir fini avec la contamination. Mais est-ce à cela qu'aspirent les habitants des Galápagos ? Voudraient-ils devenir comme Venise, où les bateaux de croisière géants sont retournés dans la lagune, avec le risque de dégâts irréversibles ?

La vaccination rapide et efficace des habitants des Galápagos ne peut occulter le fait que le reste du pays est à la traîne, comme toute l'Amérique du sud. Il doit exister d'autres moyens de soutenir la province et de ne pas perdre les emplois que de leur accorder un privilège inaccessible au plus grand nombre.

<https://www.la-croix.com/JournalV2/vaccination-sauver-tourisme-Galapagos-2021-05-25-1101157384>

Grèce

La pandémie n'arrête pas la destruction du patrimoine culturel : au contraire, elle l'accélère

La communauté internationale des archéologues, conservateurs du patrimoine, ingénieurs et historiens est en émoi. Mais les premiers à découvrir ce que tout le monde sait et dénonce maintenant étaient les archéologues grecs au sortir du dernier confinement, quand les autorités ont « ouvert » en fanfare le tourisme à la mi-mai. Pour eux, c'était malheureusement la suite logique d'une autre destruction, programmée depuis un moment (même avant le confinement) à Thessalonique où ont lieu des travaux du métro.

Mais prenons chaque destruction dans l'ordre de... grandeur.

Quand le confinement s'est arrêté, les travaux de bétonnage du rocher de l'Acropole étaient déjà avancés, car ils avaient commencé à l'automne 2020. Une rampe de béton armé (!) s'étendait tout le long du chemin qui mène au sommet du « rocher sacré » où se trouve le temple.

La justification du ministère de la culture était la nécessité d'un accès sécurisé pour les personnes en situation de handicap. Or, avant le confinement, aucune étude n'avait eu lieu pour cela, aucun spécialiste du handicap n'avait donné son feu vert. De plus, d'habitude, quand il s'agit de monuments historiques et sites archéologiques, les scientifiques compétents, archéologues, conservateurs et ingénieurs, doivent rendre des expertises afin de ne pas altérer la nature du lieu. Aucune trace !

Le pot aux roses découvert en mai se préparait déjà depuis avril, selon la presse. Le 14.04.2021, le *Journal des rédacteurs* avait publié un article intitulé « Triste Acropole », où l'on trouve une allusion au slogan de mai 68 français « sous les pavés, la plage », et l'info du jour : « le béton a couvert aujourd'hui une partie de l'Acropole, construisant, en plein milieu de la pandémie, des "parcours" qui, imbus d'eux-mêmes, n'ont pas la capacité de se réconcilier avec les eaux [de pluie] », rappelant ainsi que ces eaux pluviales depuis des siècles coulent du haut du rocher, en le « nettoyant » en quelque sorte, tandis que d'autres eaux, souterraines, au même endroit, servaient à éteindre la soif des humains qui y habitaient.

En fait, comme la presse internationale le signale et l'initiative des archéologues et citoyens le souligne dans son texte-pétition, ce bétonnage n'est que le prélude d'une couverture de l'ensemble du site archéologique avec des plateaux et de murets composés de matériaux « modernes ».

C'est donc ainsi qu'on « modernise » un site dont la valeur est justement son antiquité... Ces travaux altéreraient de façon irréversible la nature des vestiges, rompant l'unité du site.

L'Acropole est destinée à devenir un haut lieu du tourisme lucratif. Certes, l'ouverture du tourisme en Grèce après le confinement qui l'a retardée et a ainsi compromis des milliers de travailleurs saisonniers qui en dépendent, est un espoir pour ces salariés et pour les habitants des lieux touristiques.

Mais ce n'est pas ce genre de tourisme que le bétonnage favorisera : l'Acropole doit « être accessible » aux hordes que les voyagistes y conduiront au pas de course depuis les bateaux de croisière qui accosteront au Pirée ou à d'autres ports de l'Attique; il faut que ces touristes montent et descendent vite ; plus il y en aura, plus on attend des retombées économiques. De plus, le site sera prêt à accueillir des spectacles aussi « culturels » que le défilé de mode Dior qui, selon *La Croix*, est prévu pour 2022.

Les guides touristiques sont eux aussi en colère : au lieu de mesures de l'État pour compenser leurs pertes de revenus pour cause d'ouverture tardive de la saison et de manque de touristes, ils seront pénalisés par les groupes de visiteurs « fast-food ». Ils demandent d'organiser des visites sur rendez-vous pour éviter que les gens s'agglutinent. Pas de réponse du ministère. Quand il s'agit d'argent, les « gestes barrières » et la « distanciation sociale » n'ont plus cours. C'est d'ailleurs un mensonge (dénoncé par exemple par les Pays-Bas qui ont mis en garde leurs ressortissants) que la Grèce soit aujourd'hui « débarrassée de la COVID ». Comme plusieurs pays européens, elle a des contaminations en baisse et de bons indicateurs, mais n'a pas réussi, par exemple, à avoir le taux de vaccination adéquat pour devenir une destination « verte ».

Le bétonnage de l'Acropole est le deuxième acte d'un changement de politique concernant les antiquités, très nombreuses en Grèce, découvertes souvent de façon fortuite lors de grands travaux urbains. C'est ce qui s'est passé à Thessalonique, lors des travaux de construction du métro.



À la future station « Vénizélou », plusieurs couches de cités antiques (byzantine au-dessus, hellénistique en-dessous) ont été découvertes. On les compare à Pompéi, tant elles sont uniques, selon les spécialistes. La pandémie a retardé les travaux, et il est clair aujourd'hui que la station ne pourra pas être livrée en 2023 comme prévu. La pandémie a aussi (heureusement) stoppé provisoirement le projet funeste d'extraire les antiquités de leur emplacement pour faire passer le métro, et de les « déplacer » à un autre endroit encore indéterminé. Là aussi, les archéologues et les ingénieurs de génie civil spécialisés dans les antiquités et leur préservation *in situ*, dénoncent le démontage, soulignant que le risque d'effondrement total est très élevé. Les antiquités ne sont pas de pièces de Lego !

Dans les deux cas, professionnels et citoyens se mobilisent.

À Thessalonique, masqués et silencieux, tous et toutes de noir vêtus, les manifestants du « mouvement des citoyens pour la protection de l'héritage culturel » se sont placés devant la mairie avec des banderoles dénonçant « un crime à la station Vénizélou ».

À Athènes, le mouvement « Acropole SOS » qui réunit des signatures de scientifiques et artistes internationaux et mobilise l'opinion publique, avec les citoyens qui ont lancé la pétition en ligne, demande l'arrêt de tous les travaux, l'enlèvement de la rampe avec des moyens sécurisés, une étude scientifique pluridisciplinaire pour gérer le flux des visiteurs et l'accès des personnes en situation de handicap, et le respect à l'avenir des procédures légales et des avis des experts.

On pourrait arguer que les destructions du patrimoine n'ont pas la même valeur que celle de la législation du travail (cf. *Fenêtre* n°21) qui aura des conséquences désastreuses sur des millions de travailleurs et leur famille. C'est vrai. Or respecter les humains et leur dignité nécessite aussi un respect pour les sites et monuments qui, en Grèce, ne sont pas de simples pierres, mais font partie de la vie de tous les jours. On se rappelle qu'après la chute des colonels en 1974, les Grecs se sont rués sur la culture dont ils ont été privés pendant sept ans !

Comme le dit si bien la chanson de Mikis Théodorakis sur un poème de Yannis Ritsos : « sur ces marbres-là, jamais une méchante rouille ne tient ; il en est de même pour les chaînes aux pieds du Grec et aux pieds du vent ». La pandémie ne servira pas de prétexte pour enchaîner le patrimoine, ni pour détruire la liberté des travailleurs.

Voilà de l'entraînement pour vos traducteurs en ligne qui pourront se reposer, car seuls deux articles auront besoin de leurs lumières :

L'article du *Journal des rédacteurs* :

https://www.efsyn.gr/stiles/triti-matia/289924_thlimmeni-akropoli

La pétition des archéologues et citoyens pour protéger l'Acropole et que vous pouvez signer :

https://secure.avaaz.org/community_petitions/el/elliniki_kyvernisi_the_greek_government_i_akropoli_se_kindyno_acropolis_in_danger/?tDKSIdb

Une explication claire de l'affaire de l'Acropole dans *La Croix* du 14.05.2021 :

<https://www.la-croix.com/JournalV2/lAcropole-beton-discorde-2021-05-14-1101155640>

La mobilisation à Thessalonique d'après le *Journal des rédacteurs* du 25.05.2021 :

https://www.efsyn.gr/politiki/295414_tria-minymata-gia-ta-arhaia-sti-benizeloy

« Petits fromages » et grosses menaces

Comme si la future législation du travail, reculé sans précédent sur des droits fondamentaux, ne suffisait pas (cf. *Fenêtre* n°21), voilà que la presse révèle aujourd'hui que le gouvernement conservateur réfléchit sur des sanctions éventuelles contre les travailleurs non vaccinés. Le *Journal des rédacteurs* du 9.06.2021 fait état d'une discussion entre le ministre de la santé et le patron d'une grande entreprise hôtelière qui se plaignait contre une minorité de son personnel : « ce n'est pas possible qu'une entreprise risque la fermeture parce qu'un employé veut exercer son prétendu droit de ne pas se faire vacciner », a dit le ministre.

Problème : pour l'instant, on ne peut pas licencier pour cette raison. Mais on peut pour « mise en danger de la vie d'autrui » : puisqu'on écoute si bien les patrons s'ils ont envie de mettre à la porte quelqu'un, ils peuvent tout à fait utiliser ce prétexte. La « responsabilité individuelle » qui, depuis le début de la pandémie, était l'argument répété à l'envi pour inciter au respect des mesures sanitaires, réapparaît avec le vaccin : on a beau vivre dans une société qui a des règles collectives, être interdépendants et donc responsables non seulement de notre petite personne mais aussi de nos concitoyens, quand il faudra menacer les gens de sanctions, on les isolera et les culpabilisera.

Il faut dire que la communication sur la vaccination en Grèce n'a pas été une franche réussite, et que les médias, dans leur écrasante majorité entre les mains du privé lucratif, ont fait de l'audience en mettant en avant les personnes qui ont eu des effets secondaires et les très rares décès (pas plus nombreux en Grèce qu'ailleurs dans le monde...) et ont ainsi pesé lourdement dans la décision des citoyens qui ont, préféré la « responsabilité individuelle » de rester en bonne santé (chacun pour soi) et n'ont pas vraiment pensé à l'éradication de la pandémie.

Au milieu des mobilisations contre la police des universités, contre le changement de système d'accès à l'enseignement supérieur, pour un véritable soutien financier face à la crise causée par la pandémie, il fallait bien faire peur aux Grecs, et rassurer les (futurs) touristes. Comment ? La Grèce n'est pas encore un pays sûr ? Les Britanniques, les Hollandais et tous les autres hésiteront à aller dans certaines îles dont la population est réputée « réticente au vaccin » ? On va remédier à tout cela : si vous ne voulez pas être au chômage, vaccinez-vous.

Pour mieux « motiver » les gens, on réfléchit aussi à des futurs « privilèges » (les « petits fromages » qu'on avait écartés il y a peu de temps comme impossibles à distribuer) pour les seules personnes vaccinées, à commencer par le droit de ne plus porter un masque. Mais comment savoir si une personne qui ne porte pas de masque dans un centre commercial par exemple est vaccinée ou non ?

Les Grecs ont peur des effets secondaires des vaccins. Comme c'est un pays où les gens se parlent beaucoup et où les informations circulent (et se déforment) oralement à une vitesse éclair, on sait le jour où on a reçu notre première dose tout ce qui est arrivé à presque tous les voisins de notre quartier lors de la première dose. Et si on a un peu peur des rassemblements après tant de mois de confinement, aller au vaccinodrome qui fonctionne comme une usine où les gens s'agglutinent en attendant leur dose est une source de grand stress.

Mais de tout cela la communication officielle ne parle pas. Menacer de licenciement ne sera pas plus efficace pour calmer la peur. Mais il calmera sûrement les patrons. Sans certitude de faire venir plus de touristes.

Vos traducteurs préférés ne seront au chômage que si vous avez déjà appris suffisamment de grec pour comprendre et s'énervier sans traduction :

https://www.efsyn.gr/politiki/kybernisi/297691_embolio-i-apolysi-neo-meso-piesis-tis-kybernisis

Italie

Prolonger le blocage des licenciements jusqu'à la fin de l'année 2021 : les syndicats se mobilisent pour l'obtenir

Les trois confédérations italiennes rassemblées, CGIL, CISL et UIL, ont protesté le 28 mai contre l'annonce gouvernementale de la fin du blocus des licenciements prévue le 31 août prochain. C'est exactement ce que demande la Confindustria (le MEDEF italien). Et comme maintenant elle se sent écoutée du gouvernement, elle fait pression pour l'obtenir.

En face, les trois confédérations voient avec inquiétude les licenciements « pour motif économique » devenir la norme pour cause de « mauvaise santé » des entreprises frappées par la crise pandémique. Comme l'Italie sort peu à peu de l'urgence sanitaire et que ses indicateurs liés à la COVID19 (contaminations, hospitalisations, décès) sont en nette diminution re-colorant des régions en blanc, le patronat saisit l'occasion pour demander la fin des « aides » aux travailleurs.

Cependant, comme l'a dit le secrétaire général de la CISL Luigi Sbarra lors du rassemblement à la Piazza Montecitorio à Rome, « les raisons qui ont instauré le blocage des licenciements il y a un an n'ont pas disparu, les amortisseurs sociaux n'ont pas été rénovés, les politiques actives n'ont pas démarré ». Comme ils ne sont pas écoutés du gouvernement, les syndicats rencontrent les groupes parlementaires en leur demandant de voter le prolongement au moins jusqu'à fin octobre.

Dans *Il Manifesto* du 29.05.2021, il est fait état d'une « offensive » médiatique de la Confindustria que dénonce le secrétaire général de l'UIL Pierpaolo Bombardieri : « nous sommes prêts à nous mobiliser s'ils veulent faire sauter la cohésion sociale », déclare-t-il. La voie libre aux licenciements est dangereuse à un moment où on sait que 70% des ressources accordées pour faire face à la pandémie sont allées aux entreprises sans sélection préalable, ce qui sous-entend que celles qui en avaient le plus besoin n'étaient peut-être pas les mieux servies.



Maurizio Landini, le secrétaire général de la CGIL, déclare aussi que les syndicats n'accepteront pas passivement la nouvelle norme des licenciements : « il est inacceptable qu'au premier septembre chaque entreprise puisse choisir librement qui elle licenciera et qui elle maintiendra au chômage partiel ».

Certes, comme le signale l'article d'*Il Manifesto*, ce ne sera pas plus « acceptable » au premier novembre ou à la fin de 2021. Le problème est qu'avec la fin de l'état d'urgence lié à la pandémie, la « normalité » du marché sera rétablie, et, avec elle, l'antienne que les licenciements ne sont que le prélude de nouveaux postes de travail qui seront créés dans un futur de « croissance », tandis qu'en réalité licencier créera de nouveaux pauvres parmi les travailleurs précaires, les plus frappés par les restrictions dues à la pandémie. Un million de postes précaires ont été perdus. Et personne ne pense élargir le « revenu de citoyenneté » (sorte de RSA) au million de ces nouveaux pauvres.

L'une des revendications pré-pandémiques de la CGIL revient sur le devant de la scène à la lumière des évolutions liées à la pandémie, comme le signale Maurizio Landini : le donneur d'ordre doit être responsable non seulement des personnes employées directement par lui, mais aussi de toutes les personnes qui travaillent sur le même projet, de sorte à inclure la sous-traitance et à « combattre les contrats pirates ».

Landini insiste : « protections sociales identiques, droits identiques pour tous, non liés à la forme de l'emploi ». Théoriquement, une « politique active de l'emploi » devrait réinsérer les travailleurs licenciés ou en reconversion à un nouveau cycle productif ou leur proposer une nouvelle formation. Une sorte de sécurité sociale professionnelle en quelque sorte, telle que la CGT la revendique depuis longtemps en France. Mais ce système n'existe ni en France, ni en Italie. Le « revenu de citoyenneté » est resté une réforme à mi-chemin (comme le RSA en France qui n'est par exemple pas accordé aux jeunes).

Le plan « reprise et résilience », beaux mots creux, est censé durer 5 ans et rendre le système vertueux. La question est pour qui. Car la pandémie a déjà fait des victimes dans le monde du travail et ce ne sont pas des « projets vastes et confus » qui guériront la société de la crise et protégeront de la pauvreté les personnes qui perdront leur emploi et n'auront plus de ressources.

En France, un slogan souvent répété pour signifier la volonté de changement radical post-pandémique en faveur des travailleurs est « pas de retour à l'anormale ». En Italie, les syndicats s'activent pour que le retour « à la normale », sans la chape COVID, ne soit pas une catastrophe pour une société déjà en proie à la précarité, où les grandes usines du nord et les champs agricoles du sud marchent grâce à la même exploitation d'une force de travail corvéable, mal payée, sans droits ni protection.

Une « nouvelle normalité » doit voir le jour. Les travailleurs et leurs syndicats se mobilisent pour l'obtenir. Les négociations sont dures, et elles durent encore. Une nouvelle mobilisation intersyndicale est prévue pour le 26 juin.

<https://ilmanifesto.it/proroga-del-blocco-dei-licenziamenti-pronti-a-reagire-con-la-mobilitazione/>

Les patrons font payer les vaccins aux conjoints du personnel

Un court article d'*Il Manifesto* du 10.06.2021 révèle l'incroyable cupidité du patronat de Turin, qui plus est « dissident » de la Confindustria (le MEDEF « officiel » italien) : le syndicat patronal turinois s'appelle maintenant *Unindustria* et veut exploiter toutes les possibilités pour se faire de l'argent, car la scission a vidé ses caisses. Il a donc eu la « bonne idée » de rendre payant le bien le plus demandé du moment, à savoir le vaccin anti-COVID.

La campagne de vaccination a commencé, à l'instigation d'Unindustria, à destination du personnel de toutes ses entreprises membres, dans le grand centre de vaccination qu'elle a financé. Il était bien stipulé, pour attirer le plus de « clients » possibles, que les conjointes et conjoints seraient aussi les bienvenus.

Du coup, grand succès !

Mais il manquait quelque chose : la précision que le vaccin serait gratuit pour les membres du personnel, mais payant pour les autres. C'était une tromperie, que les intéressés ont découverte... après avoir été inoculés, quand on leur a demandé 25€/dose (donc 50€ en tout) et qu'on les a obligés de faire les deux doses au même centre, comme il est « scientifiquement » recommandé. La recommandation existe, mais le vaccin n'est pas payant ! Les patrons cherchent des pigeons.

Le journal ne mentionne pas encore des réactions syndicales, mais un député a déposé une question au Parlement, interpellant le ministre du travail qui doit commanditer les inspections nécessaires pour faire cesser ces pratiques inacceptables. Cette question insinue que le ministère ne connaissait même pas l'existence d'une telle « spéculation » sur le dos de la santé des travailleurs et de leur famille.

On ne sait pas encore quelle était la réponse du ministre. Mais sa secrétaire d'état est une grande amie du patronat. D'où la crainte, formulée dans la conclusion de l'article, que ce soit elle qui se charge de répondre.

<https://urlz.fr/fVax>

République démocratique du Congo (RDC)

« La COVID a tué 5% des membres du Parlement »

Le *NYTimes* du 1.06.2021 titre ainsi l'article de ses correspondants en Afrique : 32 membres du Parlement congolais sont morts, ce qui montre l'étendue de la contamination dans ce pays qui, comme plusieurs autres pays africains, n'a pas la pandémie comme seul souci. À part la menace du volcan Nyiragongo sur la ville et la région de Goma, dont les médias en France ont longuement parlé, la RDC continue de faire face à d'autres maladies comme la variole, la poliomyélite et la fièvre jaune.

On pourrait penser que dans un pays vaste comme la RDC et peuplé de 86 millions d'habitants, les chiffres de 31.000 cas et 786 décès rapportés officiellement ne sont pas inquiétants, et que le *NYTimes* veut juste souligner un fait exceptionnel, à savoir le décès d'un grand nombre de parlementaires. Mais l'étendue du pays, et le fait qu'on y teste très peu, incitent à penser que ces chiffres sont sous-évalués et que, vu les témoignages officiels, les vrais chiffres sont extrêmement élevés.

La bataille des chiffres n'a pourtant rien à voir avec la réalité de la campagne de vaccination dans ce pays, comme dans plusieurs autres pays africains. L'estimation qu'en Afrique un petit 2% de la population est aujourd'hui vaccinée, quand dans la plupart des pays européens, aux États-Unis ou en Israël le taux de vaccination peut parfois avoisiner les 80% des adultes, se vérifie par la situation en RDC : « la pandémie fait rage et décime des centaines de vies humaines, le taux de morbidité explose », dit au *NYTimes* le vice-président de la Chambre basse du Parlement.

Mais que fait COVAX ?

Il fait ce qu'il peut avec les moyens dont il ne dispose pas, faute de financement adéquat. C'est aujourd'hui connu que les « bailleurs de fonds » ne se précipitent pas. Pourtant, COVAX a livré en mars 1,7 million de doses d'AstraZeneca à la RDC. Les autorités du pays ne les ont pas utilisées tout de suite, car plusieurs pays européens ont suspendu leur usage à cause des effets secondaires. Ils ont préféré attendre la mi-avril. Ensuite, ils ne les ont toujours pas proposées à la population, mais, craignant qu'elles soient périmées, les ont données à des pays africains encore plus pauvres...

Voilà donc les Congolais sans vaccin. À Kinshasa, fin mai, 23.000 personnes seulement avaient reçu leur dose.

Certains pensent que c'est l'hésitation vaccinale de la population, alimentée tant par les rumeurs des réseaux sociaux et médias à sensations que par la réelle peur des maladies (les Africains n'ont pas envie de maladies supplémentaires, ils en ont déjà suffisamment...) qui ralentit la vaccination. Mais il n'y a pas assez de vaccins. Et il y a beaucoup, beaucoup de contaminations.

De plus, comme les parents ne conduisent pas leurs enfants au dispensaire quand ils sont malades par peur d'attraper la COVID, on peut craindre la résurgence de maladies qui étaient en recul : si on ne vaccine pas contre la polio, toujours présente dans le pays, comment peut-on la stopper ? Cela fera deux désastres au lieu d'un.

L'article du *NYTimes* s'arrête à la description de la situation alarmante. Mais une tribune de Gaby Hinsliff dans le *Guardian* du 8.06.2021 pose la bonne question que tout citoyen, et surtout tout gouvernement de pays « développé » en Occident devrait se poser : « avant de vacciner les enfants chez nous, devrait-on vacciner le monde ? ».

Gaby Hinsliff se dit « heureuse » d'avoir été vaccinée, même si elle n'a pas encore 50 ans. Elle sera ravie que son fils soit aussi vacciné. Elle est bien sûr tout à fait favorable à ce que les enfants qui ont des problèmes de santé (asthme par exemple) reçoivent le vaccin. Mais en tant que parent, elle dit ne pas pouvoir supporter que « la priorité soit donnée à la vaccination universelle des enfants dans des endroits avec très peu de cas, au moment où une tempête qui ne connaît pas de frontières se développe » dans d'autres parties du monde. Elle trouve cela injuste et dangereux. « L'histoire ne nous pardonnera pas », conclut-elle.

Tant que les Congolais, les Indiens, les Sud-africains ou les Thaïlandais seront frappés, les « Européens civilisés » pourront tergiverser et parler de « freiner l'innovation » si on libère les vaccins des brevets pour accroître et décentraliser leur production. La honte n'est pas un mot connu des politiques ou de Big Pharma. Heureusement, les mobilisations de la société civile et de plusieurs organisations syndicales, politiques, ou des ONG, maintiennent la pression : pas de profits sur la pandémie !

L'article du *NYTimes* :

<https://www.nytimes.com/2021/06/01/world/africa/covid-congo-parliament.html>

La tribune de Gaby Hinsliff dans le *Guardian* :

<https://urlz.fr/fUXF>

